

DOSSIER L'économie sociale et solidaire (suite)



>>> (Associations pour le Main-tien de l'Agriculture Paysanne), qui proposent des paniers de fruits et légumes en provenance directe d'un producteur local, sont de plus en plus répandus. Enfin, le secteur se professionnalise et de nombreuses formations spécialisées se développent,

comme le Master 2 professionnel Économie Sociale et Solidaire rattaché à la faculté de sciences économiques et de gestion de l'université Lyon 2.

UNE ÉPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La Passerelle d'eau de Robec est

une épicerie sociale et solidaire associative ancrée depuis plus de dix ans dans le premier arrondissement de Lyon. Elle se différencie d'une épicerie purement sociale car elle n'offre pas une aide caritative financée par l'État, la Croix-Rouge ou le Secours Populaire. Elle propose

des produits du terroir, issus d'une production locale et/ou bio, privilégiant les circuits courts et/ou le commerce équitable. En cela elle correspond à la définition d'une épicerie solidaire. L'aspect social réside dans la mise à disposition de produits de base à des prix très bas pour certains adhérents, appelés "bénéficiaires". L'accès pour tous à une alimentation de qualité, principal objectif de l'association, est ainsi assuré, mais la dignité des bénéficiaires, son autre cheval de bataille, est également préservée. L'autonomie des personnes est en effet très importante pour Sophie Robert, directrice de l'association à l'origine de l'épicerie (voir portrait ci-dessous). La mixité sociale est aussi au cœur du projet : elle est assurée par l'adhésion de personnes sans difficultés financières (les "solidaires") qui peuvent s'inscrire librement, tandis qu'il faut répondre à certains critères pour adhérer comme "bénéficiaire". Auto-financée à 53%, La Passerelle est exemplaire. Elle est d'ailleurs un lieu ressource pour l'accompagnement de projets similaires, et envisage d'essaimer sur le territoire.

EN CHIFFRES

- 10%** de l'emploi en Rhône-Alpes dépend de l'économie sociale et solidaire, ce qui représente 30 000 entreprises et 210 000 personnes.
- 84,5%** des entreprises de l'ESS sont des associations, les coopératives représentant 12% du secteur, les mutuelles 3% et les fondations 0,5%. Les coopératives et les fondations affichent un taux de croissance important.
- 50%** des emplois créés en Emplois d'avenir l'ont été dans les structures et entreprises de l'Économie sociale et solidaire.

ZOOM LES EMPLOIS D'AVENIR DANS L'ESS

La moitié des Emplois d'avenir relève de l'économie sociale et solidaire. Une étude menée par le CREDOC (Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), l'INSEE (L'Institut national de la statistique et des études économiques) et le Pôle Emploi liste ainsi pas moins de 114 000 projets de recrutements de jeunes peu ou pas qualifiés dans les structures de l'ESS. Ce chiffre est à compléter par les 600 000 départs à la retraite prévus dans le secteur de l'ESS d'ici à 2020. Une demande croissante qu'il faut anticiper, selon le ministre de l'ESS, Benoît Hamon. Première manifestation de ce souhait : la mise en place par la principale organisation d'employeurs de l'ESS (USGERES), les missions locales (UNML) et Pôle emploi d'un portail des offres d'emploi dans l'ESS : www.emploi-ess.fr.

MÉTIER / ACCOMPAGNATEUR DE PROJET

ÉLODIE MALBRANQUE, RESPONSABLE DE L'ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE CHEZ BIOFORCE.

L'institut Bioforce forme et accompagne les acteurs de la solidarité et du développement. L'association propose plusieurs formations spécialisées, courtes ou longues. Élodie Malbranque gère l'autre pan de l'Institut, celui de l'accompagnement. LD



En quoi consiste ton métier ?

Élodie Malbranque : Je coordonne toutes les activités en lien avec l'accompagnement. On travaille sur l'engagement. La solidarité, qui peut être divisée en deux orientations : l'information et l'accompagnement. Les personnes qui veulent s'engager n'ont pas toujours d'idée claire sur la façon de procéder : nous leur apportons les informations dont elles ont besoin pour être en mesure de construire leur projet. On s'adresse aux jeunes mais aussi à toute personne avec un désir d'engagement. Nous organisons également des actions de sensibilisation dans les collèges et lycées, sur les différences Nord/Sud ou pour faire découvrir les métiers humanitaires.

Que fais-tu concrètement ?

En pratique, je gère une équipe de quinze personnes réparties sur le pôle information et accueil du

public et sur le pôle développement local. Ce dernier s'adresse à une population plus jeune et consiste surtout en l'accompagnement de projets, par exemple l'animation d'un jardin collectif dans le quartier des Minguettes. Je m'occupe donc du management et je gère aussi les partenariats et les recherches de financements.

Quelles sont les qualités nécessaires pour ce métier ?

Être engagé, être professionnel, responsable et puis être passionné. Tous les types de profils peuvent trouver une réponse à leur souhait d'engagement. L'humanitaire est un secteur qui s'est beaucoup professionnalisé, en conséquence de plus en plus de formations existent dans le secteur. Bioforce se distingue par ses formations très orientées vers le terrain avec des mises en situation concrètes et réelles et dispensées par des professionnels.

Quel est ton parcours ?

Côté formation, j'ai suivi un DUT en gestion administrative des entreprises, spécialité ressources humaines, ce qui m'a d'abord amené à travailler comme RH dans le secteur automobile. Puis mon désir d'engagement s'est fait plus fort : je suis partie avec Action contre la faim en Indonésie et au Soudan. C'est en cherchant une mission bénévole que je suis tombée sur le poste de coordinatrice des RH chez Bioforce, qui m'a conduit à mon poste actuel. Ce fut une agréable surprise : je ne pensais pas pouvoir trouver un travail salarié dans ce secteur ! Des ajustements ont été nécessaires mais pas au point de devoir effectuer une reconversion. Mais ce n'est pas le cas de tous les métiers, ils ne sont pas tous directement ajustables et une formation s'avère parfois nécessaire pour acquérir des compétences spécifiques.

MÉTIER / RESPONSABLE DE MAGASIN

SOPHIE ROBERT, GÉRANTE D'UNE ÉPICERIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Sophie Robert est directrice, membre fondatrice et porteur du projet d'épicerie sociale et solidaire de l'association La Passerelle d'eau de Robec. Elle évoque son activité et sa vision de l'économie sociale et solidaire. LD



En quoi consiste ton métier ?

Sophie Robert : En tant que directrice de structure, je m'occupe de la gestion du personnel et financière, de l'administration, des relations extérieures, des partenariats, du développement... Je ne m'ennuie pas ! Je ne fais jamais la même chose, d'autant plus qu'il faut s'adapter aux besoins quotidiens de la structure. J'ai beau organiser mon temps, programmer mes priorités, j'ai rarement la possibilité de suivre ce que j'ai prévu ! Je travaille évidemment beaucoup avec les autres salariés et les adhérents.

Quelles qualités sont nécessaires pour travailler dans ce secteur ?

Une bonne capacité d'adaptation, de la rigueur, et puis croire en ce qu'on fait. Je suis une militante et je sais pourquoi je me bats, c'est dans mes tripes ! Dans ce milieu les projets naissent de convictions, il faut avoir envie de débattre, de les partager. Il faut aussi savoir se remettre en question et ne pas avoir peur de se planter.

Comment t'es-tu formée ?

Je suis autodidacte. Mon parcours est atypique, j'ai fait plusieurs métiers, j'ai participé à des chantiers d'ONG et des convois humanitaires, j'ai beaucoup voyagé, notamment en Amérique

latine... Tout cela m'a apporté un grand sens de la débrouillardise et une certaine ouverture.

Quel est le point de départ de ce projet ?

Il est né du constat suivant : le budget de la nourriture est systématiquement sacrifié en situation financière difficile. Nous nous sommes aussi appuyés sur l'étude du Docteur Gelas sur la malnutrition dans les pentes de la Croix-Rousse et sur la charte d'Ottawa pour la promotion de la santé établie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). On a décidé de s'impliquer pour l'accès à une alimentation de qualité, mais on voulait aussi casser le schéma de la charité : il est humiliant pour les personnes qui reçoivent. Il s'agit aussi de changer le regard sur les personnes en difficulté financière dans notre société, de réfléchir sur l'aide : selon nous cela doit être un processus d'accompagnement vers l'autonomie, se contenter de faire à la place des gens n'est pas constructif. Cela touche aussi au problème du dispositif d'assistantat en France, le système social a besoin d'être réformé. Il assiste sans autonomiser, il crée des tensions entre les gens, les personnes sont tellement peu considérées que la seule carte qui leur reste pour se faire entendre est la violence. On doit faire ce qu'il faut pour l'éviter.